

Filière n°2

Atelier : « Quels choix énergétiques pour quel type de société ? »

Le texte qui suit devrait s'intituler : « Choix énergétiques, choix de société », sans point d'interrogation afin d'affirmer la relation dialectique qui unit les deux catégories. En effet, si les choix de production et de consommation d'énergie induisent des organisations sociales et des pratiques démocratiques, de même les organisations sociales et les pratiques démocratiques réelles permettent, voire induisent, certains « choix » énergétiques et en laissent d'autres de côté.

Après un court détour par l'histoire et l'anthropologie des technologies, cette note montre cette liaison étroite entre énergie et démocratie ainsi que ses conséquences concrètes, dont nous avons en France un cas d'école avec les modalités et la persistance du « choix électronucléaire ». Ce « choix » possède évidemment son cui prodest ; il n'y a ni hasard ni fatalité naturelle dans un tel domaine et les options énergétiques hyper centralisées, dénuées de toute maîtrise sociale, profitent avant tout aux intérêts des propriétaires du capital.

Enfin, cette note esquisse à grands traits d'autres choix toujours possibles moyennant – c'est là, conformément à la première remarque, que réside la principale difficulté – une toute autre pratique démocratique, ce qui, dans nos sociétés développées placées sous le talon de fer du capitalisme dans son étape néolibérale, s'apparente à une révolution.

1 – La technologie n'est pas une science de la nature

Dans le domaine énergétique comme dans tout domaine humain, un choix technologique n'est jamais neutre. Il n'est pas neutre au moment où il est effectué par ceux qui y ont participé ou l'ont influencé – ceux qui l'ont « produit », plus ou moins abrités derrière un statut d'« expert » *pseudo* indépendant – ; il est encore moins neutre ensuite, par tout ce qu'il empêche et par tout ce qu'il permet.

L'anthropologie des techniques¹ nous apprend que le concept même de technique comporte un enracinement entre le monde objectif et le monde humain : « *Le comportement technique n'est pas soumis aux seules lois immuables de la nature, il l'est aussi à des us et coutumes et il relève à part entière de la culture. En d'autres termes, la technique est à la fois acte de transformation du monde et acte de transformation du sujet* ». Elle est donc évolutive et marquée par l'histoire humaine, de même qu'elle marque en retour cette histoire.

A la lumière de l'anthropologie, la technologie apparaît alors comme la science humaine des techniques, c'est-à-dire qu'elle acquiert un sens bien différent de celui de l'américanisme (*technology*) adopté par le sens vulgaire comme simple équivalent des dispositifs mécaniques. La technologie, dont le pôle mobile et évolutif est constitué par l'être humain engagé dans l'acte technique, appartient en propre aux sciences humaines et non aux sciences de la nature ou sciences de la terre. « *La technique est un acte sur le réel, initié à partir d'une culture et sanctionné par le jugement d'autrui. De ce fait, la technique échappe,*

¹ Cette partie et les citations qu'elle comporte sont issues de : Christophe Dejours, *Le facteur humain*, PUF, Paris, 1995.

au moins partiellement, à la tutelle des sciences de la nature. La technique, enfin, produit la culture, tout en étant un acte culturel soumis à la contrainte de l'histoire et de la société ».

Cette critique anthropologique des présupposés de la technique implique de remettre radicalement en cause le complexe de la « techno-science », compris comme unité soudée au plan théorique. Car entre science et technique s'interposent les conduites humaines, dont la rationalité n'est pas réductible à celle de la simple recherche d'un but rationnel, ... comme par exemple produire de l'énergie.

La technologie étant une science sociale, à la différence de la physique ou de la mathématique, tout ingénieur, comme l'est l'auteur, doit prendre conscience que les grandes écoles dites « scientifiques » sont bien davantage technologiques. On y enseigne les techniques et pas toutes mais seulement celles que les maîtres de la société ont *déjà choisies* comme étant les plus utiles, les plus efficaces, les plus pertinentes par rapport aux buts recherchés par ceux-ci. Il est d'un grand intérêt d'avoir cette observation à l'esprit face à un technocrate qui vous assène sa prétendue science sur un modèle péremptoire du genre : « *On n'a pas le choix, c'est le nucléaire ou la bougie !* »

Pour éclairer ce que ce premier point a pu avoir de trop théorique, quelques exemples² montrent que *le technicien fait toujours autre chose que ce qu'il croit faire*. Ceci a été vrai de tout temps et l'est encore, mais ces exemples sont volontairement très anciens :

- Quand le chasseur paléolithique apprend à maîtriser le feu à l'air libre, il ne vise sans doute qu'un but matériel immédiat et précis : se chauffer, tenir à distance les bêtes vivantes, mieux s'assimiler les bêtes mortes. Il ne sait pas qu'il découpe sans retour l'espace naturel et fonde le premier territoire spécifiquement humain, – au point que dans la plupart des langues du monde, le mot restera le même pour désigner le lieu où l'être humain est chez lui et le lieu où il y a du feu : le mot *foyer* en français.
- Quand le paysan néolithique creuse les premiers canaux d'irrigation, il ne vise sans doute qu'à agrandir la superficie fertile, il ne sait pas qu'il va donner un atout maître au despote naissant.
- Quand le premier militaire chinois emprunte la poudre aux artificiers, il ne vise sans aucun doute qu'à donner à ses troupes le moyen de tuer plus rapidement les ennemis, il ne sait pas qu'il va ruiner le code d'honneur de la chevalerie médiévale, qui régnait du Japon aux terres d'Islam et à l'Europe chrétienne, et concevait le duel comme une ordalie (*i.e.* un « jugement de Dieu »). Le canon apporte le hasard dans la bataille, c'est à dire l'absurde ; la mitraille ne choisit pas sa victime et rompt le « pacte divin » qui donnait la victoire au plus juste, au plus valeureux, dans le combat singulier à l'arme blanche.
- Dernier exemple, qui nous ramène à l'énergie : quand le premier tisserand anglais substitue le charbon au bois, il ne cherche qu'à faire tourner plus économiquement ses métiers, il ne sait pas quelle formidable impulsion à la lutte des classes vont donner les résultats de sa benoîte petite rationalité.

On peut ainsi se demander si les travailleurs de tous grades de bien des industries polluantes ou dangereuses savent réellement ce qu'ils font, mais en veillant à éviter toute erreur d'interprétation : il n'est pas question, après avoir montré la dimension sociale des techniques, de faire des travailleurs les premiers responsables de ce qu'ils produisent. En ce qui concerne l'impact sur l'environnement aussi bien que la consommation compulsive de

² Ces exemples sont empruntés à : Louis Puiseux, *La Babel nucléaire*, éditions Galilée, Paris, 1977.

marchandises frelatées, ceux qui le montre du doigt comme un crime privé travaillent toujours à innocenter, à protéger, à renforcer même un système social qui les produit l'un et l'autre. S'interroger sur le sens du travail et de la production ne conduit certainement pas à s'adonner à une rhétorique à la Nicolas Hulot (« *Nous sommes tous également responsables* »... Donc il n'y a aucun responsable particulier) ; discours qui – allez savoir pourquoi ? – plaît tant aux maîtres de l'organisation capitaliste marchande qui régit l'humanité entière.

2 – L'énergie et la société

L'actualité fournit une illustration des conséquences sociales géopolitiques d'un choix énergétique effectué il y a environ un siècle : l'établissement relativement rapide, soit en quelques décennies, d'une « civilisation du pétrole » dans les pays occidentaux, succédant à la « civilisation du charbon » précédente.

Sans même évoquer l'environnement, qui ne préoccupait pas grand monde à l'époque, on constate que ce choix a fragilisé considérablement les sociétés développées. Le capitalisme, parvenu à l'hégémonie planétaire via l'imposition d'un libre-échange forcené dans sa phase néo-libérale actuelle, multiplie par exemple les transports qui dépendent à 95% des produits pétroliers. Sa sauvegarde conduit les pays occidentaux, Etats-Unis en tête, à renouer avec la « politique de la canonnière » pour tenter de « sécuriser » les sources d'approvisionnement en pétrole brut et son acheminement. Il est évident que la première guerre d'Irak en 1991 de même que la seconde, qui dure encore, ont beaucoup à voir avec l'énergie. Pour rester en France, la « civilisation de la bagnole » avec toutes ses conséquences environnementales, sociales, urbanistiques et d'aménagement du territoire, découle directement du pari d'un pétrole abondant et pas cher. Aujourd'hui encore en France, avec un pétrole à plus de 70 dollars le baril, le carburant automobile reste moins cher qu'en 1973, avant le « premier choc pétrolier », si l'on tient compte de l'érosion monétaire et de l'accroissement du pouvoir d'achat, selon une étude récente menée à la demande de la FNAUT (Fédération nationale des usagers des transports).

Mais il y a un « hic », car nous voici proches du pic mondial de production pétrolière (« peak oil »), prévu par le géologue Hubbert dès les années 1950, et il importe assez peu de savoir si nous y sommes déjà ou si nous l'atteindrons l'an prochain, dans 5 ans, 10 ans ou 15 ans. « *Qu'à cela ne tienne !* », nous disent nos politiciens professionnels bardés d'experts qui émargent dans la grosse industrie, la civilisation du pétrole et de la bagnole pourra continuer en remplaçant l'essence et le gazole par des agrocarburants. La totalité des surfaces cultivables agricoles des pays consommateurs n'y suffirait pas ? A nouveau : « *Qu'à cela ne tienne !* », puisqu'il y a les champs et les immenses forêts (du moins ce qu'il en reste) d'Amérique du Sud et d'Afrique. Alors de quoi se nourriront les populations de ces continents si les surfaces occupées par les cultures vivrières sont captées pour l'agro-industrie ? Ils nous achèteront sans doute de quoi manger en s'endettant auprès du FMI et de la Banque mondiale...

Si presque plus personne aujourd'hui n'ose se revendiquer colonialiste dans les pays occidentaux, on constate que le *big business* énergétique du Nord ne peut perdurer que si le Sud demeure sous le talon de fer d'une organisation du monde de type colonial.

En France, nous avons sous les yeux l'illustration aveuglante de la dialectique entre politique énergétique et démocratie, avec l'exemple de l'électronucléaire. Son histoire remplit plusieurs gros volumes et nous nous contentons ici de donner quelques coups de projecteurs.

L'utilisation de l'énergie nucléaire pour produire de l'électricité s'est appuyée sur des technologies issues directement des applications militaires qui ont conduit, en 1945, aux

tragédies d'Hiroshima et de Nagasaki. Comment ses promoteurs et leurs serviteurs étatiques s'y sont-ils pris pour rendre cette technique acceptable ? Essentiellement par deux moyens : par le secret généralisé et par le faux sans réplique, autrement dit le mensonge qui ne peut être contredit.

« Le secret généralisé se tient derrière le spectacle, comme le complément décisif de ce qu'il montre et, si l'on descend au fond des choses, comme sa plus importante opération. Le seul fait d'être sans réplique a donné au faux une qualité toute nouvelle. C'est du même coup le vrai qui a cessé d'exister presque partout, ou dans le meilleur cas s'est vu réduit à l'état d'une hypothèse qui ne peut jamais être démontrée. »

Guy Debord, *Commentaires sur la société du spectacle*
Editions Gérard Lebovici, Paris, 1988

Par ces méthodes, directement transposées du militaire au civil, se dévoile l'obsession première des dirigeants de l'Etat, qui consiste à obtenir et à conserver l'accord d'une majorité de la population... ou au moins son silence :

- Lorsqu'il s'est agi, dans les années 50 du siècle dernier, de poursuivre les recherches en vue de fabriquer des bombes H ainsi que de s'engager sur la voie du nucléaire civil pour produire l'électricité, on a vu apparaître dans le discours médical officiel la notion d'une limite de dose d'irradiations en dessous de laquelle celles-ci seraient inoffensives pour l'être humain. Il se trouve qu'ici comme dans d'autres cas (Cf. certains produits de l'industrie chimique), l'existence d'une limite inférieure de dose nocive pour la santé n'a aucun fondement scientifique réel³.
- Le 28 mai 1959, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ratifie un accord avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), par lequel la première s'engage à ce que toute réalisation d'enquête sur les effets sanitaires des radiations nucléaires soit soumise à l'approbation de la seconde et que dans tous les cas, la confidentialité soit respectée ; autrement dit, les instances mondiales chargées de la santé sont dans un rapport de subordination vis-à-vis de l'autorité de régulation du développement nucléaire industriel, elle-même soumise au militaire.
- Plus près de nous, chacun se souvient du curieux respect des frontières administratives de la France par le nuage radioactif issu de l'incendie du réacteur nucléaire de Tchernobyl en 1986, par la grâce de l'autorité nationale de protection contre les rayonnements ionisants.
- Enfin, très récemment, Stéphane Lhomme, porte-parole du Réseau « Sortir du nucléaire » a vu des policiers faire irruption chez lui, confisquer son ordinateur et le placer en garde à vue, parce qu'il avait révélé une étude d'EdF reconnaissant l'absence de garantie de sécurité quant aux effets de la chute d'un aéronef sur une centrale du type EPR, question dont on peut penser que le public a le droit de la poser, après le 11 septembre 2001.

Dans les années 1970, la revue écologiste « *La Gueule Ouverte* » évoquait « l'électrofascisme », qualificatif exagéré caractéristique d'une époque où l'insulte « fasciste ! » venait un peu trop facilement à la bouche. Il n'en demeure pas moins que vu la gravité potentielle d'un accident nucléaire et vu la crainte, par le pouvoir, des réactions d'une opinion publique tenue depuis l'origine à l'écart de tout débat démocratique, une société nucléarisée est forcément rendue un peu plus policière qu'une autre et qu'il est permis de se demander si cette source d'énergie est vraiment compatible avec la transparence et la démocratie...

³ Jean-Philippe Desbordes, *Atomic Park*, Actes Sud, 2006.

Peu se souviennent aujourd'hui – qui savait d'ailleurs à l'époque ? – que les décisions concernant le programme électronucléaire français ont été préparées par une sorte de discret parlement interne institué par les dirigeants du secteur nucléaire (« les nucléocrates »)⁴, chargé de conseiller le gouvernement, et qui s'est réuni régulièrement entre 1955 et l'orée des années 1980 sous le nom de « Commission Péon » (Commission consultative pour la production d'électricité d'origine nucléaire) ? On sait en revanche qu'il en est résulté le lancement, en 1974, du programme électronucléaire français, sans aucun débat public ni vote à l'Assemblée Nationale. Son objectif, atteint, était moins de répondre aux besoins nationaux que de mettre en place, grâce aux commandes publiques, un capitalisme nucléaire privé apte à participer à la course aux contrats internationaux, sans considération pour la prolifération.

Pour cela, il a fallu plusieurs mensonges et un coup de force. L'un de ces mensonges a consisté à affirmer au milieu des années 1960 que le coût du kilowattheure (kWh) nucléaire était déjà plus faible que celui du kWh fossile. Curieusement, après le « premier choc pétrolier » qui a vu le prix du baril de brut multiplié par quatre, les nouveaux calculs menés par EDF montraient toujours des coûts du kWh du même ordre de grandeur ! Peut-être avait-on un peu triché auparavant... Mais qu'importe le flacon pourvu qu'on ait l'atome et, après le premier choc pétrolier de 1973, vint le coup de force. Comme disait Georges Bernard Shaw, la prévision est un art difficile, surtout en ce qui concerne l'avenir. Le gouvernement voulait des prévisions justifiant le programme nucléaire qui a aboutit à la construction des 58 tranches (réacteurs) en service à présent ; on les lui a fourni. En 1974, les nucléocrates ont affirmé que la consommation d'électricité française croîtrait de 7% par an, soit un doublement tous les 10 ans. La croissance observée a été plus de deux fois moindre que dans ces calembredaines technocratiques. Pourtant, EDF y a mis du sien, à grand renfort d'activisme publicitaire et immobilier, pour promouvoir tous azimuts l'installation du chauffage électrique dans les habitations, véritable aberration en terme de rendement énergétique.

Mais la nucléocratie assimile bien vite « énergie » et « électricité » pour justifier ses centrales. Qu'en est-il en réalité ? Certes, les centrales nucléaires ont fourni en 2006 78,4% de l'électricité finale produite en France, mais l'électricité n'a représenté que 23% de la consommation finale d'énergie (le pétrole en a représenté quant à lui 45%), d'où une contribution du nucléaire qui n'a été que de 18% de la consommation finale d'énergie, bien que la France soit, de loin, le pays qui a le plus « nucléarisé » son électricité. Pour illustrer les enjeux réels, la consommation des transports – il s'agit pour 96% de combustibles fossiles – a représenté en 2006 31,5% de la consommation d'énergie finale, et celle de l'habitat et du tertiaire 43,7%, soit pour ces deux secteurs les trois quarts de l'ensemble. Il y a là une piste pour rechercher des économies d'énergie, nous y reviendrons.

L'importance largement factice du nucléaire dans le bilan énergétique français est renforcée par un indicateur annoncé chaque année par des roulements de tambour du ministère chargé de l'Industrie, à savoir le taux d'indépendance énergétique, qui aurait été de 50,5% en 2006 contre 23,9% en 1973, grâce au nucléaire... Comment peut-on en arriver là ? Par un tour de passe-passe lié au fait que ce fameux taux n'est pas calculé par rapport à la consommation finale d'énergie mais par rapport à la consommation primaire, qui inclut donc notamment les pertes liées au rendement des centrales. Compte tenu des conventions énergétiques internationales, le rendement d'une centrale nucléaire est d'environ un tiers, alors que celui d'une éolienne ou d'une centrale hydro-électrique est de 100% (ce qui n'est d'ailleurs pas tout à fait exact). Chaque kWh produit dans une centrale nucléaire contribue

⁴ Philippe Simonnot, *Les nucléocrates*, Presses universitaires de Grenoble, 1978.

donc trois fois plus à l'indépendance nationale que son équivalent éolien ou hydraulique. Pour le coup, si on améliorait le rendement des centrales nucléaires, notre indépendance diminuerait puisqu'il faudrait moins d'énergie primaire pour produire un kWh. *On comprend l'attachement du lobby nucléaire à cet indicateur* qui peut continuer à « fonctionner » grâce à l'opacité des questions énergétiques pour la majorité des citoyens, ainsi persuadée que plus de la moitié de l'énergie qu'il utilise est produite sur notre sol et majoritairement par le nucléaire. Il convient d'ajouter que pas un gramme de l'uranium brûlé dans nos centrales ne vient des mines d'uranium françaises...

Enfin, il est permis de se demander quelles seraient les performances et la place des énergies renouvelables si elles avaient depuis longtemps, comme le nucléaire, bénéficié d'environ 80% *des fonds publics* de recherche et développement du domaine énergétique...

Le « coup de force » de 1974 a été orchestré par la Commission Péon dans le contexte du choc pétrolier de 1973 et de la panique entretenue à son sujet. Aujourd'hui, nous assistons à un nouveau coup de force médiatique, s'appuyant cette fois sur la nécessité de diviser au moins par deux les émissions de gaz à effet de serre dans le monde d'ici 2050⁵ si nous ne voulons pas que le réchauffement climatique devienne incontrôlable et remette en cause la présence même de l'humanité sur la planète. La nucléocratie fait sa publicité en proclamant que ses centrales n'émettent pratiquement pas de gaz carbonique (CO₂) et qu'il suffirait de les multiplier sur la surface du globe pour régler le problème. Outre qu'il s'agit là d'un pur argument d'opportunité politique – ces braves gens n'avaient pas montré jusque là une telle sensibilité écologique à propos de l'accumulation inquiétante des déchets radioactifs –, ce plaidoyer *pro domo* ne résiste pas à l'examen.

L'association « Global Chance » a établi un scénario énergétique, le scénario SUNBURN⁶, qui envisage un programme international extrême qui consisterait à remplacer les centrales électriques à charbon et à gaz du monde entier par des centrales nucléaires nouvelles pour couvrir les besoins d'électricité de base (7 500 heures/an de fonctionnement par réacteur). Par rapport à ces besoins, tels que les prévoit l'Agence internationale de l'énergie (AIE), il faudrait *quadrupler* la capacité nucléaire mondiale dès 2030, soit 1 215 réacteurs nucléaires de 1 000 mégawatts en service à cette échéance. Or, malgré l'ambition de ce programme, il ne permettrait d'éviter que 9% des émissions de CO₂ par rapport aux prévisions de l'AIE, selon lesquelles elles auront progressé de 60% à cette époque. Dit autrement, ce scénario ne permettrait d'éviter que 2,9% des émissions cumulées entre 2005 et 2030, soit 7 mois d'émissions de l'année 2030 en référence au scénario prévisionnel de l'AIE.

Too bad pour le lobby nucléaire : il lui faudra trouver autre chose...

En 2007 et depuis 1973, comme le dit Benjamin Dessus, on continue en France contre vents et marées (c'est le cas de le dire !) « à *confondre dans les faits politique énergétique et production d'énergie* [c'est-à-dire à s'intéresser à l'offre d'énergie plutôt qu'à la demande et aux économies possibles], *production d'énergie et production d'électricité, production d'électricité et production d'électricité nucléaire. Les principales questions à traiter sont pourtant bien celles des consommations du bâtiment et des transports...* »⁷ Et nos dirigeants politiques le savent ; ils en parlent et au besoin l'écrivent, comme dans la loi d'orientation sur l'énergie de 2004. Mais tout se passe comme si, l'ayant dit et écrit, tout pouvait ensuite continuer comme d'habitude...

⁵ Il faut une division par un facteur 4 dans les pays développés, compte tenu de leur responsabilité historique dans le phénomène et pour permettre aux populations des autres pays d'accéder à un bien-être raisonnable.

⁶ Benjamin Dessus et Philippe Girard, *Le scénario SUNBURN de relance du nucléaire mondial*, Article, Les cahiers de Global Chance n°21, mai 2006.

⁷ Benjamin Dessus, *So Watt ? L'énergie : une affaire de citoyens*, Editions de l'aube, 2004

Nos politiques énergétiques sont inadaptées aux enjeux. Cela s'explique largement par l'idéologie productiviste et la confiance aveugle dans le progrès technique qui caractérise nos sociétés industrielles modernes. Ce phénomène est amplifié dans certains pays, *et particulièrement en France*, par une organisation extrêmement centralisée, ainsi que par le pouvoir qu'elle confère à de véritables féodalités technocratiques comme le Conseil général des Mines pour la politique énergétique et celui des Ponts et Chaussées pour la politique des transports, qui peuvent sans discussion préempter l'intérêt général et priver de tout contre-pouvoir les collectivités territoriales, les citoyens et les consommateurs, renforçant le pouvoir discrétionnaire des lobbies industriels et affaiblissant toujours davantage la démocratie.

« Ainsi la même raison marchande engendrait, là comme ailleurs, à la fois la totalité du désastre et l'ensemble des idées dominantes le concernant. »

Michel Bounan, *Incitation à l'autodéfense*
Editions Allia, Paris, 1995

Le choix et le développement des ressources énergétiques mettent donc en jeu de plusieurs façons l'organisation même de la société. C'est une décision qui déborde par tous les bouts la compétence de l'économiste et du technicien. Or le pouvoir politique s'est constamment dérobé devant sa responsabilité. Il fait confiance à de soi-disant « experts » très intéressés à la promotion de leur « produit », si tant est que le personnel politique n'y soit pas lui-même intéressé, vu le degré inédit de fusion entre l'économie et l'Etat sous le néolibéralisme régnant. Les mécanismes politiques traditionnels sont inadaptés face au cancer de la toute puissance technicienne : le nucléaire en est un bon exemple, par son extrême dissymétrie entre une technique très étroite d'un côté, quant au nombre de personnes capables de la comprendre et de la maîtriser, très large de l'autre côté quant à l'étendue et aux retombées sociales de son emploi à grande échelle.

Quant à savoir si, compte tenu de ce qui précède, il convient ou non de sortir du nucléaire, ce n'est qu'à l'issue d'un véritable débat démocratique, transparent et convenablement informé, que la décision pourra être prise, même s'il est permis à beaucoup d'avoir déjà des idées précises sur la question.

En tout cas, il est plus que temps d'envisager autre chose.

3 – Que faire ?

Il faut changer de paradigme. Le paradigme ancien, celui du savoir omniscient des techniciens et de l'effacement des citoyens *lambda* devant ce savoir, exhibe ses brillants résultats sous nos yeux. Cela nous suffit.

Le format de ce texte ne permet pas de traiter en détail la question du « que faire ». L'idée principale est que c'est de la démocratie réelle, du libre débat public que jaillira la nécessité de transformations radicales, avec une bonne chance de les voir se réaliser. Pour davantage de précisions, on pourra se reporter au remarquable petit livre de Benjamin Dessus, *So Watt*⁸, dont s'inspirent les quelques pistes qui suivent.

La principale marge de manœuvre dont nous disposons est la maîtrise de la demande d'énergie, faute de quoi nous continuerons à foncer dans le mur, quelles que soient les trouvailles de nos élites pour pratiquer la fuite en avant technologique afin, surtout, que rien

⁸ *Op. cit.*

ne change des structures du pouvoir et afin d'évacuer, en réalité, la lancinante interpellation écologiste quant aux limites de la planète.

Les « mécanismes du marché » sont incapables de prendre en compte les enjeux de solidarité immédiate et de protection des générations futures. Une intervention structurée et pérenne des pouvoirs publics est indispensable, mais il faut pour l'obtenir que les citoyens se mobilisent.

Les enjeux majeurs d'une politique d'économie d'énergie se situent dans l'habitat et les transports : ces secteurs consomment 75% de l'énergie finale en France. On connaît aussi l'influence qu'ont les choix en matière d'aménagement du territoire et d'infrastructures lourdes, d'organisation urbaine, de logement, de réseaux, dans la consommation d'énergie des ménages et de la collectivité. Les marges de progrès sont importantes dans ces deux domaines. Dans le logement, par exemple, l'isolation des logements anciens peut diviser par deux, voire par trois, leur consommation d'énergie pour le chauffage. Dans les transports, l'automobile représente plus de 80% des trafics alors que 50% des déplacements se font sur moins de 3 kilomètres. Pour les déplacements urbains, un kilogramme équivalent pétrole permet à un voyageur d'effectuer un parcours de 193 kilomètres en tramway, en n'émettant quasiment pas de CO₂, alors qu'il ne permet d'effectuer que 18 kilomètres en voiture, en émettant 174 grammes de CO₂ par kilomètre. Une automobile dont la vitesse maximale sur circuit est de 150 km/heure va consommer 7 litres de carburant aux 100 km en parcours urbain ; si elle peut atteindre 220 km/heure, elle consommera exactement le double, 14 litres aux 100 km dans les mêmes conditions, pour rendre exactement le même service⁹. Alors pourquoi continue-t-on à en fabriquer et à les vendre à grand renfort de publicité ? On pourrait ainsi multiplier les exemples.

Dans ces secteurs, les partenaires principaux sont les consommateurs, les citoyens et leurs associations ainsi que les collectivités locales. Mais cela suppose et impose l'instauration d'une véritable démocratie participative, active aux différents niveaux territoriaux et certainement pas de renforcer encore le pouvoir du monarque élu tous les cinq ans qu'est le président de la République sous la cinquième République.

Il n'y a pas de source d'énergie miracle, il faudra utiliser toute la palette des sources possibles y compris, toujours, certaines productions de masse, en ne perdant pas de vue que les énergies renouvelables décentralisées sont, par rapport aux systèmes hyper centralisés que nous connaissons, de cinq à dix fois plus créateurs d'emplois par kWh produit.

Il faut surtout mettre fin aux politiques énergétiques centrées sur l'offre et qui pratiquent l'incessante fuite en avant technologique en promettant toujours de raser gratis, demain. Au contraire, partons de besoins raisonnables et de la demande pour définir les politiques. Donnons-nous une image de l'avenir à un horizon compatible avec l'inertie des décisions déjà prises, un avenir qui tienne compte à la fois de la sauvegarde de la planète et du bien-être de ses habitants, et remontons le temps pour voir ce que nous devons faire sans tarder pour y arriver. Et surtout, cessons de raisonner en termes de filières énergétiques au lieu de nous intéresser aux services énergétiques à rendre : ce que veut le citoyen, ce n'est pas disposer d'une puissance maximale possible de 6 kW à son compteur électrique, c'est se chauffer, s'éclairer quand il fait nuit et faire cuire ses aliments, ...

C'est l'exercice auquel a procédé, par exemple, l'association NégaWatt¹⁰, en ne prenant en compte que les technologies déjà disponibles aujourd'hui, ce qui constitue une bonne application du principe de précaution et rend son scénario plutôt pessimiste.

⁹ Source : Institut national de recherche sur les transports et leur sécurité (INRETS).

¹⁰ <http://www.negawatt.org>

Ce scénario repose sur trois piliers : la sobriété, c'est-à-dire la mise en œuvre d'une politique très volontariste d'économies d'énergie ; la recherche systématique de l'efficacité énergétique, c'est-à-dire du meilleur rendement possible pour obtenir un service donné ; enfin, le recours aux énergies renouvelables. Son intérêt, face à un discours technocratique qui tend à présenter les options différentes des siennes comme des retours à la bougie (voire à l'époque néolithique !), est qu'il s'agit d'un scénario « à confort égal », n'exigeant pas de sacrifice par rapport à nos façon de vivre d'aujourd'hui. Il serait cependant très pertinent, et pas seulement pour des raisons de consommation d'énergie, de remettre profondément en cause la frénésie de consommation et de déplacements entretenue à grand renfort de publicité dans nos sociétés développées...

En ce qui concerne le potentiel d'amélioration de notre efficacité énergétique, il faut savoir qu'aujourd'hui, le rapport entre énergie finale consommée, réellement utile pour les usages, et énergie primaire tirée de la nature, renouvelable ou pas, est de 66% (ce qui revient à dire que nos modalités de production et d'utilisation de l'énergie gaspillent en pure perte 34% de l'énergie primaire). Dans le scénario Négawatt, ce rapport passerait à 83% en 2050, permettant de réduire à 62% de sa valeur actuelle la consommation primaire d'énergie. Les économies d'énergie possibles permettraient, sans retourner à la bougie ni s'interdire de partir en vacances et en se chauffant correctement, d'économiser à l'échéance 64% de la consommation tendancielle d'énergie primaire. Ce scénario créerait en outre des dizaines de milliers d'emplois nouveaux.

Concernant les gaz à effet de serre, l'application du scénario Négawatt permettrait de réduire les émissions de gaz à effet de serre en France de 6,7 tonnes/habitant en 2000 à 1,67 tonnes en 2050 et d'atteindre l'objectif du « facteur 4 » par rapport aux émissions de 1990.

Enfin, même si cela ne faisait pas partie des contraintes initiales de ce scénario, il permettrait de sortir graduellement du nucléaire d'ici 2035 à 2040, en utilisant simplement les centrales nucléaires actuelles jusqu'à la fin prévue de leur vie. Il existe d'autres scénarios sobres, dont ceux étudiés par le « Réseau Sortir du nucléaire » conçus pour permettre, selon les cas, cette sortie en 5 ans ou en 10 ans mais, à la différence du scénario Négawatt, il ne s'agit pas de scénarios à confort égal. Quoiqu'il en soit, encore une fois, c'est au débat démocratique de trancher.

Cette note ne visait pas à présenter des scénarios énergétiques détaillés « clé en mains » qui seuls, on le sait, présentent un quelconque intérêt aux yeux de technocrates pour lesquels tout ce qui n'est pas technique ou quantitatif – la politique, par exemple – relève de la « discussion de café du commerce »... Il s'agissait de montrer qu'il existe d'autres façons viables de procéder que celles suivies jusqu'à présent et que, à toutes les étapes, la démocratie et le débat public sont des impératifs catégoriques. Mais il n'y a pas un moment à perdre pour débattre et commencer à emprunter un autre chemin. Précisément, *les problèmes posés en matière d'énergie ne sont en réalité pas techniques, mais politiques* : les difficultés réelles sont et seront rencontrées vis-à-vis de porteurs d'intérêts puissants qui ne veulent rien changer au désordre existant et font d'ores et déjà tout ce qu'il peuvent pour vouer à l'utopie rêveuse, quand ce n'est pas à l'archaïsme du Gosplan ou aux Gémonies, tout ce qui contrecarre leur pouvoir et leur enrichissement.

Se pose alors cette question centrale pour les altermondialistes : la sauvegarde de la planète et de la civilisation humaine est-elle compatible avec le maintien de l'organisation capitaliste du monde ?